

**Le SaluTerre va
changer suite à
la décision prise
à la dernière A.G. :
infos p. 19**

Sommaire

Editorial	Nucléaire : enfin la fin	3
Energie	La Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre	4-5
	Nucléaire : l'avis du président... des Amis de la Terre !	6
FoE Vlanderen	Le retour des forêts certifiées durables... seulement sur papier !	7
Alimentation	La bio est-elle socialement fréquentable ?	8-10
	Une pomme de terre et une amie de la Terre... ..	11-12
SimpliciTerre	Tranche de vie à l'écovillage de Torri Superiore	13-14
	Fabriquer soi-même ses produits d'entretien	15-16
Nord/Sud	La Simplicité Volontaire, un engagement pour le sud ?	17-19
Transition	Au nom de la Terre : la Transition et le travail qui relie	20-21
Au jour le jour	Nouvelles des régionales et des locales	22-23
	La prospérité sans croissance selon Tim Jackson	24
	Agenda des activités	25
	Enquête sur la décroissance et la SV (résultats)	26
	Historique des AT et enquête sur l'eau (annonce)	27

SaluTerre 112

Depuis le numéro 103, le SaluTerre a pris un nouveau format et cette présentation nettement plus étoffée afin d'atteindre essentiellement 4 objectifs :

1. Faire circuler au sein de nos militants – les membres qui organisent les activités et/ou y participent activement – les informations utiles relatives à nos thématiques et à nos campagnes ;
2. Informer nos membres sympathisants sur les réflexions et les actions menées par l'association ;
3. Donner au lecteur non membre qui découvre notre association à travers le SaluTerre une image assez précise de ce que sont les Amis de la Terre - Belgique et la manière dont ils s'inscrivent au sein de la fédération internationale de FOEI (Friends Of the Earth International)
4. Annoncer de manière succincte les prochaines activités du trimestre qui sont décrites de manière plus complète sur notre site www.amisdelaterre.be

Sauf mention contraire, tous les articles peuvent être reproduits en indiquant leur source.

Ce SaluTerre est le vôtre !

Cette revue est écrite par nos permanents et par des militants ; elle est ouverte à tous et sa réussite dépend de chacun. Envoyez nous vos impressions, vos suggestions pour améliorer les prochains numéros du SaluTerre et vos articles, photos comptes-rendus pour l'enrichir !

Coordonnées des Amis de la Terre-Belgique

Les Amis de la Terre-Belgique a.s.b.l. • Rue Nanon 98 • BE-5000 Namur
Tél. 081 39 06 39 • Fax 081 39 06 38 • contact@amisdelaterre.be • www.amisdelaterre.be

Responsables et personnes de contact :

BRABANT W. :	DANEAU Jacques	010 61 14 29	jacquesdaneau@scarlet.be
BRUXELLES :	DE NEYER Paul	02 770 93 57	pauldeneyer@gmail.com
HAINAUT :	CARPIAUX Alain	065 33 74 98	alain.carpiaux@gmail.com
	COTMAN Florent	0484 68 15 12	florent.cotman@base.be
LIÈGE :	BRICK Didier	04 375 09 88	liege@amisdelaterre.be
	ANDRETTA Pasquale	04 377 23 49	andretta@skynet.be
LUXEMBOURG :	DE MEERSMAN Paul	063 22 82 80	pdm.vnh@gmail.com
NAMUR :	GUILLAUME Marcel	081 21 49 69	namur@amisdelaterre.be
	LIARD Luc	0476 81 41 32	liardluc@gmail.com

Cotisation - abonnement au SaluTerre :

La cotisation annuelle comprend l'abonnement au SaluTerre (infos en page 27) :
25 Euros à verser au compte TRIODOS • IBAN BE65.5230.8002.7196 • BIC TRIOBEBB

Comité de rédaction :

CALAY Maxime, GANDIN Ezio, PAENHUYZEN Veronika

Éditeur responsable : GANDIN Ezio

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Ezio Gandin, Daniel Comblin, Maxime Calay, Paul De Neyer, l'équipe de Silence, Hélène Poncelet, Cathy Lemaire, Geneviève Adam, Robin Guns, Corinne Momen, Helena ter Ellen, Cathy Kuppens, Christian Saule, Alain Carpiaux, Pierre Léger, Marcel Guillaume, Jean-Philippe Body

Mise en page : Maxime Calay • Impression : Idécoppy, sur papier recyclé

Photos de couverture : Manifestation anti-nucléaire à Namur, le 9 avril 2011



Les Amis de la Terre et « Friends of the Earth International »

Créé en 1969, les Amis de la Terre constituent aujourd'hui la plus grande fédération écologiste mondiale. Avec plus de 70 représentations nationales, Friends of the Earth International parlent au nom de plus de 5000 groupes locaux et de plus de 2 millions de membres.

Les Amis de la Terre-Belgique existent depuis 1976 et sont actifs en Wallonie et à Bruxelles avec une reconnaissance de la communauté française en tant qu'association d'éducation permanente. Depuis 2006, Friends of the Earth Vlaanderen & Brussel représente la partie néerlandophone du pays.



Nucléaire, enfin la fin

Si les grandes catastrophes humaines et écologiques ne sont certainement pas à souhaiter, lorsqu'elles ont lieu, elles devraient pour le moins tous nous questionner et nous inciter à prendre des décisions collectives radicales, « impossibles » à justifier en d'autres temps.

Fukushima, juste 25 ans après Tchernobyl, en est l'exemple type. Si pendant quelques semaines, nous avons pu craindre de voir, comme il y a 25 ans, les états faire disparaître les informations alarmantes sur cette catastrophe et minimiser les conséquences prévisibles de cette fusion du cœur de 3 centrales nucléaires, la rupture est enfin venue de l'ensemble de la classe politique allemande qui a osé regarder le problème en face et prendre la seule décision responsable : sortir irrévocablement et rapidement du nucléaire.

Le premier train de mesures annoncé avec cette décision est en accord avec les propositions faites, depuis des années, par toutes les associations écologistes comme les Amis de la Terre : mettre en place, de manière urgente, un plan important d'économie d'énergie à tous les niveaux de la société et un soutien massif aux énergies renouvelables décentralisées. Si le gouvernement allemand est cohérent avec sa décision, il devrait maintenant faire pression pour que toutes les centrales nucléaires des pays limitrophes soient également fermées car les nuages radioactifs ne s'arrêtent pas aux frontières !

La Belgique sera ainsi en première ligne avec ses 7 unités nucléaires. Il est important qu'un maximum de pression soit faite sur nos dirigeants politiques pour qu'ils confirment rapidement, **au minimum et définitivement**, la loi de 2003 sur la fermeture des centrales nucléaires après 40 ans de fonctionnement. Les Amis de la Terre contribuent aujourd'hui à cette pression :

- en poursuivant le recours en justice contre le protocole passé en 2009 entre l'état belge et le groupe industriel GDF SUEZ qui visait la prolongation pour encore 10 ans de la durée de fonctionnement de nos 3 plus anciennes centrales nucléaires¹ en opposition avec la loi en vigueur ;
- par la publication avec 3 autres associations d'un document technique de Daniel Comblin au titre on ne peut plus explicite : « L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre »².

A nous tous maintenant de profiter de cette opportunité historique pour interpellier nos femmes et hommes politiques pendant les prochaines semaines, les prochains mois, afin de leur dire que la Belgique doit suivre l'Allemagne et que cette décision doit être actée dans la prochaine déclaration gouvernementale car elle finira bien par venir un jour !

Nous souhaitons que notre génération, qui a vu naître les centrales nucléaires dans les années soixante et septante, en voie également la fin, au moins en Europe, avant de laisser aux générations suivantes les contaminations et déchets radioactifs accumulés en 50 ans ; qu'ils nous pardonnent notre passivité face à cette erreur et à bien d'autres.

Ezio Gandin
Président des Amis de la Terre – Belgique

(1) Après plus d'un an de procédures, l'audience publique de cette requête a eu lieu ce jeudi 9 juin 2011 au tribunal de Bruxelles.

(2) Voir l'article en pages 4 à 6 de ce SaluTerre 112

L'avenir énergétique : la Belgique peut à la fois sortir du nucléaire et réduire l'effet de serre

Dans le cadre de la requête contre l'état belge visant à faire déclarer illégal le protocole d'accord du 22 octobre 2009 liant le gouvernement belge et le groupe GDF-Suez pour la prolongation des anciennes centrales nucléaires, les Amis de la Terre, avec les associations partenaires et sous la direction de Daniel Comblin, ont édité cette étude en avril 2011, présentant ainsi des pistes concrètes pour la sortie du nucléaire, révélant également certaines incohérences dans les données « officielles »... en voici la synthèse.

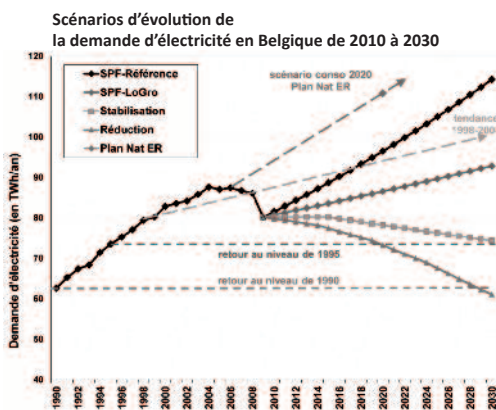


La sortie du nucléaire ne peut se dissocier de la question plus générale qui est : « Comment maîtriser la consommation d'électricité et quels moyens de production pour répondre à la demande, tout en permettant la sortie progressive du nucléaire conformément à la loi, et en veillant parallèlement à réduire les émissions de gaz à effet de serre ? »

Ainsi, cette étude toute récente analyse deux fois trois scénarios, chaque scénario de consommation étant combiné avec chacun des deux scénarios de production.

Pour la maîtrise et la réduction de la consommation d'électricité :

- **un scénario « Tendancier »**, c'est-à-dire dont l'évolution de la consommation d'électricité suit la tendance de l'évolution durant la période 1998-2008 (donc sans prendre en compte la réduction importante de la consommation observée durant l'année 2009) ; on observe alors une augmentation globale de 16 % de la consommation d'électricité en 2030 par rapport à 2009 ;



- **un scénario « Stabilisation »**, prenant en compte une stabilisation de la consommation jusque 2015 et ensuite une légère diminution de 0,5 % par an ; on observe alors une réduction globale de 7 % de la consommation d'électricité en 2030 par rapport à 2009 ; ce scénario suit sensiblement la tendance de l'évolution durant la période 2000-2009 ;

- **un scénario « Réduction »** visant globalement une réduction de la consommation d'électricité de 24 % en 2030 par rapport à l'année 2009.

Pour l'augmentation progressive des unités de production utilisant les énergies renouvelables ou fonctionnant en cogénération chaleur-électricité :

- **un scénario appelé « Extrapolation des Objectifs Nationaux »**, prévoyant une production des énergies renouvelables sur base de l'objectif belge défini pour 2020 et extrapolé pour la période 2020-2030, combinée à une augmentation progressive de la cogénération représentant en 2030 environ 70 % du potentiel technico-économique :

- *couverture des besoins à partir des énergies renouvelables en 2030 : de 41,1 % à 62,5 % suivant le scénario de consommation pris en compte,*

- *couverture des besoins à partir d'unités en cogénération en 2030 : de 14,5 % à 22 % suivant le scénario de consommation pris en compte ;*

- **un scénario appelé « Pro-actif »** plus ambitieux et plus volontariste ;

il est basé sur une évaluation réaliste du potentiel technico-économique de chaque filière ainsi que sur les objectifs revendiqués par les acteurs des filières renouvelables pour 2020 avec extrapolation (mais atténuée) entre 2020 et 2030 :

- *couverture des besoins à partir des énergies renouvelables en 2030 : de 51,8 % à 78,7 % suivant le scénario de consommation pris en compte,*

- *couverture des besoins à partir d'unités en cogénération en 2030 : de 19,4 % à 29,5 % suivant le scénario de consommation pris en compte.*

La fin de la période analysée est 2030 (2026 étant l'année qui suit celle prévue pour la fermeture de la dernière unité nucléaire).

On constate ainsi que la substitution de l'ensemble de la production nucléaire, fin 2025, tout en respectant les objectifs de réduction des gaz à effet de serre (-20 % en 2020) sera :

- **très difficile pour le scénario « Tendancier » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs Nationaux »**, moyennant d'importants nouveaux investissements en TGV, ceci impliquant notamment une augmentation des émissions de CO₂ (+6 % en 2030 par rapport à 1990) ;

- **difficile pour le scénario « Tendancier » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora » ainsi que le scénario « Stabilisation » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs**

Scénario de consommation	Evolution des besoins en 2030 par rapport à 2009	Couverture des besoins en 2030			
		Extrapolation Objectifs Nationaux		Pro-actif – Extrapolation Objectifs Edora	
		Energies renouvelables	Cogénération	Energies renouvelables	Cogénération
Tendanciel	+16 %	41,1 %	14,5 %	51,8 %	19,4 %
Stabilisation	-7 %	51,3 %	18,1 %	64,6 %	24,2 %
Réduction	-24 %	62,5 %	22 %	78,7 %*	29,5 %*

Scénario de consommation	Extrapol. Object. Nationaux	Pro-actif – Extrapol. Object. Edora
		Product suppl. entre 2025 et 2009 SER + Cogen = +30.049 GWh
Tendanciel	Substitution très difficile	Substitution difficile
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 55.565 GWh (46.100 GWh + 9.465 GWh)	<ul style="list-style-type: none"> • maintien de 70 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 2.300 MW • production fossile en 2026 : 40,5 % • importation durant 11 ans • émission CO₂ / 1990 : -25 % en 2020 ; +6 % en 2030 	<ul style="list-style-type: none"> • maintien de 70 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 1.760 MW • production fossile en 2026 : 30 % • importation durant 7 ans • émission CO₂ / 1990 : -39 % en 2020 ; -5,6 % en 2030
Stabilisation	Substitution difficile	Substitution possible
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 42.176 GWh (46.100 GWh - 3.924 GWh)	<ul style="list-style-type: none"> • maintien de 50 % du parc charbon • maintien de 100 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 1.250 MW • production fossile en 2026 : 29,6 % • importation durant 13 ans • émission CO₂ / 1990 : -46 % en 2020 ; -26 % en 2030 	<ul style="list-style-type: none"> • sortie du parc charbon dès 2019 • maintien de 60 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 750 MW • production fossile en 2026 : 17,7 % • solde exportateur sur 1 an • émission CO₂ / 1990 : -68 % en 2020 ; -55 % en 2030
Réduction	Substitution moins difficile	Substitution possible
Besoins suppl. à couvrir en 2025 : 33.486 GWh (46.100 GWh - 12.614 GWh)	<ul style="list-style-type: none"> • maintien de 25 % du parc charbon • maintien de 70 % du parc gaz • nouvelles unités TGV pour 300 MW • production fossile en 2026 : 20,9 % • importation durant 6 ans • émission CO₂ / 1990 : -64 % en 2020 ; -40 % en 2030 	<ul style="list-style-type: none"> • sortie du parc charbon dès 2018 • sortie du parc gaz dès 2029 • nouvelles unités TGV pour 700 MW • production fossile en 2026 : 10,2 % • solde exportateur sur 6 ans • émission CO₂ / 1990 : -68 % en 2020 ; -72 % en 2030

* Dans ce scénario, la somme des productions renouvelables et de cogénération dépasse 100% ; ceci signifie qu'il y aura une exportation d'électricité.

Nationaux », moyennant des investissements environ moitié moins importants que dans le premier scénario, tout en respectant largement l'objectif 2020 en terme de réduction de CO₂, mais en voyant les émissions augmenter entre 2020 et 2030 ;

- moins difficile pour le scénario « Réduction » combiné avec le scénario « Extrapolation Objectifs Nationaux », moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction de CO₂ tant en 2020 qu'en 2030 ;

• possible pour le scénario « Stabilisation » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora », moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction de CO₂ tant en 2020 qu'en 2030 et en permettant également la sortie de la filière charbon ;

- totalement possible pour le scénario « Réduction » combiné avec le scénario « Pro-actif-Extrapolation Edora », moyennant très peu de nouveaux investissements TGV tout en respectant largement les objectifs de réduction

de CO₂ tant en 2020 qu'en 2030 et en permettant également la sortie de la filière charbon, ainsi que de la filière gaz (hors cogénération) en fin de période.

Daniel Comblin

Cette étude est disponible gratuitement en PDF sur notre site internet dans la rubrique « énergie et climat » ou en version papier (160 x 240 mm, 68 pages en couleur) au secrétariat des Amis de la Terre au prix de 5 € + 3 € de frais d'envoi.

Nucléaire : l'avis du président... des Amis de la Terre !



Depuis 3 mois, la catastrophe de Fukushima a fait remonter au-devant de l'actualité la question de la sécurité de cette technologie et de la poursuite de cette filière dans toutes les régions du monde.

Au Japon comme à Tchernobyl il y a 25 ans, les informations « officielles » sur la situation réelle sont toujours aussi irrespectueuses de la population. Alors qu'en 1986, c'était le « black-out » (on ne donne aucune information ou le strict minimum) qui avait été choisi par les autorités de l'ex-URSS mais aussi par celles de la plupart des pays nucléarisés — souvenons-nous des ces nuages radioactifs qui s'arrêtaient à la frontière française — au Japon, c'est une stratégie de surinformation avec des données souvent partielles, contradictoires, voire fausses — il faut d'abord rassurer et ensuite faire oublier cette réalité — que l'on révisé, par la suite, derrière une montagne d'excuses lorsque la vérité ne peut plus être cachée. Heureusement, il nous est possible assez facilement via internet d'avoir accès à des observations et à des analyses « indépendantes » de la situation.

Parmi toutes ces informations récentes, j'aimerais mettre trois points en avant.

Irradiation et contamination : à ne pas confondre. Les informations plus

qu'alarmantes annoncées par le gouvernement ukrainien — voir l'encart ci-après — qui sont passées presque inaperçues chez nous, nous rappellent de manière abrupte que les conséquences de ces désastres nucléaires se marquent de plus en plus dans la durée. L'exposition au rayonnement, qui peut être localement très forte juste après les accidents, n'est qu'une face du problème de santé publique. L'autre face bien plus complexe est celle de la contamination des sols par des particules radioactives qui pénètrent par la suite à l'intérieur des corps humains et de tous les êtres vivants et s'y accumulent jour après jour, année après année suite à la respiration d'air et à l'ingestion de nourriture contaminés. Le niveau d'irradiation (externe) est faible, mais cette accumulation interne lente de particules radioactives affaiblit progressivement tous ceux qui y sont exposés, comme l'indique la réduction dramatique de l'espérance de vie de la population et le niveau de santé des enfants en Ukraine, mais aussi des autres pays proches de Tchernobyl.

Trop grand pour évacuer. Tout comme la grande ville de Kiev, qui a « miraculeusement » échappé aux nuages radioactifs rejetés de Tchernobyl en 1986 si l'on en croit les cartes officielles (alors que tout est contaminé aux alentours), très peu d'informations ont été communiquées sur la situation réelle à Tokyo pendant les premiers jours après l'accident de Fukushima. Tokyo, avec plus de 13 millions d'habitants, le centre de toutes les activités administratives, économiques... du pays, est strictement impossible à évacuer !

Se réapproprié le pouvoir de décision. Il est clair que dans la plupart des pays nucléarisés, la population n'a aucun pouvoir sur les décisions importantes qui concernent l'avenir de cette filière de production

d'électricité. Une réaction citoyenne intéressante est actuellement en cours chez nos voisins français qui ont le triste privilège de vivre dans l'état le plus nucléarisé de la planète. Associations, syndicats et partis politiques se regroupent pour adresser un appel solennel au gouvernement français sur base de la menace permanente que l'industrie nucléaire fait peser sur les peuples, au Japon comme en France.

Et chez nous, quoi de neuf ?

La situation n'est guère meilleure en Belgique comme le confirment les plaidoiries récentes de l'Etat belge et de GDF Suez suite à l'action en justice que nous avons déposée en début 2010 avec 3 autres associations. Notre objectif est de rendre nul un protocole d'accord signé par l'Etat belge avec GDF Suez en fin 2009 qui vise la prolongation du fonctionnement pour encore 10 ans de nos trois plus vieilles centrales nucléaires en complète opposition avec la loi de sortie du nucléaire de 2003 qui est en activité dans notre pays. Face à cet abus de pouvoir évident, nos opposants ont plaidé que notre demande est irrecevable car nous n'avons pas d'intérêt propre dans cet accord au sens de la loi¹ ! Faut-il attendre que nous soyons tous les victimes d'un accident nucléaire en Belgique pour avoir le droit d'intervenir dans ces grands choix de société ?

Ezio Gandin

(1) Nous avons immédiatement publié un communiqué de presse suite à ce plaidoyer.

Le gouvernement ukrainien a annoncé en avril dernier que **seuls 5 % des enfants du pays ont une santé correcte.** L'espérance de vie des habitants qui était de 79 ans juste avant l'explosion de Tchernobyl ne sera plus que de 55 ans en 2020 ! (revue *S!ence*, juin 2011 p. 22)